

Le cas de la Grande-Bretagne

Mots clefs : Grande-Bretagne, identité, culture, Union européenne, défense, immigration, échanges culturels

Par quels mécanismes, y compris en matière de politique étrangère, l'Europe peut-elle contribuer à l'évolution de la Grande-Bretagne, malgré le rejet par cette dernière de tout contrôle externe qui remettrait en cause sa souveraineté ?

En effet, comme le souligne le docteur Robin Niblett, par son histoire et par sa géographie, la Grande-Bretagne est un pays qui se caractérise par sa mentalité de résistance notamment face au pouvoir centralisateur de l'Europe. Ce sentiment de destin unique, émergeant au XIX^{ème} siècle, est confirmé par la Seconde guerre mondiale. Cette mentalité se caractérise par la stratégie de la défense, et de la politique du pragmatisme, notamment avec les Etats-Unis. La période postérieure à la Seconde guerre mondiale présente une dimension plus complexe pour la Grande-Bretagne, qui perd son statut de « junior partner ». Elle rejette alors le Traité de Lisbonne et semble devenir davantage le « caniche » de l'Europe, d'où le scepticisme. Cette phase est donc une période qui présente d'importantes contraintes subies par la Grande-Bretagne. L'évolution de celle-ci pose problème dans un contexte marqué par la globalisation et qui remet en cause le statut de la classe moyenne. Face à cet état de fait, l'Europe véhicule l'image d'un levier, un mécanisme de protection contre les dérives liées à la globalisation. Au contraire, en Grande-Bretagne, l'Europe est perçue comme un mécanisme ralentissant l'adaptation. L'opinion britannique perd donc progressivement confiance dans l'Union européenne.

La Grande-Bretagne s'appuie, quant à elle, sur le modèle allemand pour réduire ses faiblesses, en raison des faibles investissements dans la recherche et de la faible base industrielle favorisant l'exportation. Elle mène alors des réformes sous sa propre initiative, sans contrainte extérieure.

Concernant la politique extérieure, la Grande-Bretagne défend les mêmes priorités que les Etats-Unis et tente de rechercher des solutions bilatérales, comme en témoigne son compromis avec le Commonwealth.

Alors que la défiance britannique augmente à l'égard des institutions européennes, la Grande-Bretagne demeure membre de l'Union. Elle peut donc mener des réformes avec ses partenaires en privilégiant la diplomatie bilatérale. Parallèlement, elle renforce la légitimité de la politique actuelle menée avec l'Union européenne, soit en suivant une logique pragmatique et rationnelle soit en mettant l'accent sur la logique de la résistance.

Malgré le contexte économique et social actuel, le professeur Nick Butler précise les éléments constitutifs de l'identité de la Grande-Bretagne non pas à partir de la situation actuelle mais à partir de prévisions, c'est-à-dire qu'il tente de dessiner les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne à partir de ce qu'elle va devenir. Ainsi, il envisage la victoire du parti indépendantiste lors des prochaines élections, la mise en place d'un référendum pour le maintien ou non de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, la victoire du « oui » à 60% à ce même référendum. Pourtant, le doute demeurera au sein des Britanniques sur la pertinence et l'efficacité de cette adhésion.

L'histoire de la Grande-Bretagne repose sur la notion de choix, pour éviter la domination par un autre Etat. Ce dernier présente un sens différent de celui qui prévaut en France ou en Allemagne. Cette vision portée sur le monde comme sur l'Europe est très particulière, et le Foreign Office en est le reflet. Les décisions gouvernementales sont considérées comme des menaces ou des défis car l'horizon britannique est mondial. Hugh Gaitskill, le chef du Parti Travailleuse, s'opposait à l'adhésion au Marché commun car dans le cas contraire c'eût été nier plus « de mille ans d'histoire ».

L'identité de la Grande-Bretagne repose à la fois sur l'histoire et sur la culture. La culture de masse en Grande-Bretagne est certes européenne, par le football, par la nourriture, par le vin - mais pas

seulement du fait de l'immigration. En raison de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, les vagues d'immigrants se sont succédé en Grande-Bretagne.

Or ces mouvements migratoires sont perçus par la population comme contraires aux intérêts britanniques et comme source d'une réflexion nécessaire sur les politiques de sécurité et de défense. Sur cette problématique, il y a divergence au sein de l'Union européenne, même si la politique envisagée par la Grande-Bretagne se rapproche de celle de la France. Pourtant les échanges entre ces deux cultures sont restreints comme l'illustre la méconnaissance des Britanniques pour les romans français, la rareté des cours de français en Grande-Bretagne. L'adhésion britannique doit permettre de faire des affaires, mais non au profit d'une intégration plus aboutie. Si l'Europe fait partie des marchés mondiaux, elle n'en est qu'une partie. Londres, au contraire, constitue le centre des marchés pour les entreprises.

Ce glissement en faveur de la Grande-Bretagne s'explique par les images associées à l'Union européenne, elle est perçue comme introvertie, source de problèmes, de contraintes normatives : ainsi, l'euro, construction purement artificielle, serait dommageable pour les Etats membres. L'adhésion à l'euro représenterait une perte de la souveraineté britannique.

Ces images véhiculées révèlent surtout l'hostilité de la Grande-Bretagne pour toute forme de contrôle extérieur, que ce soit en matière d'immigration ou d'économie.